



*Initiative Citoyenne pour l'Environnement et le Développement Durable (ICED, Ord.
Min. no. 530/410 du 24/03/2009*

COMMUNIQUE DE PRESSE NO 1 /4/ 2018/ ICED

Bujumbura, Burundi le 03 avril 2018--- En ce jour du second anniversaire des « Panama Papers », documents aux révélations scandaleuses par une centaine de journalistes d'investigation et autres chercheurs des organisations Pan Africaines pour la Justice Fiscale qui dévoilent comment à travers le cabinet d'Avocats panaméen dénommé Mossack Fonseca, les Sociétés Offshore et leurs actionnaires ont évité le paiement des impôts et taxes dans leurs pays , l'Initiative Citoyenne pour l'Environnement et le Développement Durable (ICED) voudrait :

- Saluer, encore une fois, ce travail louable des journalistes et chercheurs ;
- Réitérer son engagement de travailler avec toutes les parties prenantes nationales et internationales pour combattre l'injustice fiscale et les Flux Financiers Illicites en Provenance d'Afrique ;
- lancer un appel vibrant à toutes les parties prenantes notamment le Gouvernement du Burundi à financer une enquête indépendante pour voir si l'Etat ne serait pas entrain de perdre de l'argent par les paradis fiscaux, évasion ou fraude fiscale, exonérations fiscales inutiles ou autres pratiques fiscales nuisibles effectuées par les Sociétés Offshore , etc.

Nous profitons de cette occasion pour reconnaître les efforts du Gouvernement burundais à s'autofinancer ; à combattre la corruption sous toutes ses formes et saluons la récente mise en garde du Président de la République SE Pierre NKURUNZIZA à l'endroit des Sociétés privées qui éviteraient de payer leur part d'impôt. Nous appelons aussi le Gouvernement à soutenir les efforts de certaines associations qui diffusent les messages encourageant l'indépendance financière l'éducation civique fiscale au Burundi.

Aux citoyens burundais, organisations de la société civile et journalistes, nous rappelons que :

- ✓ seuls les impôts peuvent définir notre souveraineté et indépendance ;
- ✓ payer les taxes et impôts est une fierté citoyenne ;
- ✓ seuls les taxes et impôts peuvent efficacement financer le développement du pays et les aides étrangères seraient parfois un cadeau empoisonné ;
- ✓ on ne peut rien attendre en retour quand on n'a pas rempli certaines obligations fiscales ;
- ✓ seule la fiscalité joue un rôle prépondérant dans la définition de certaines libertés dont la liberté d'expression et autres droits fondamentaux ;
- ✓ que c'est par la mobilisation citoyenne que la corruption sera combattue.

Enfin, nous appelons l'ONU, ses Organismes Internationaux, et les Gouvernements à soutenir la mise en place d'un Conseil Intergouvernemental pour la Fiscalité et les efforts des pays dits « pays en développement » pour sortir de la dette qui handicape leurs économies ainsi qu'encourager la mobilisation des ressources intérieures pour réaliser les Objectifs pour le Développement Durable (ODD), et l'Agenda de l'Union africaine (UA) 2063.

Pour l'ICED, asbl

Appolinaire NISHIRIMBERE (Représentant légal-adjoint)

Contacts : Téléphone: +257 75 938 450, Email : appotjna@gmail.com



Initiative Citoyenne pour l'Environnement et le Développement Durable (ICED, Ord.
Min. no. 530/410 du 24/03/2009

PRESS RELEASE NO 1/4/2018 / ICED

Bujumbura, Burundi 03 April 2018 --- On this day of the second anniversary of the "Panama Papers", documents with scandalous revelations by a hundred investigative journalists and other researchers of Pan African organizations for Tax Justice that reveal how through the Panamanian law firm called Mossack Fonseca, the Offshore Companies and some great individuals have avoided the payment of taxes in their countries, the organization ICED would like to:

- Thank ,once again , these journalists and researchers for the commendable work done;
- Reiterate its commitment to work with all national and international stakeholders to combat tax injustice and illicit financial flows from Africa;
- Make a strong appeal to all stakeholders including the Government of Burundi to fund an independent investigation to see if the state would not be losing money through illicit financial flows (IFFs) and unnecessary tax exemptions or other harmful tax practices by Offshore Companies and some individuals.

We also take this opportunity to recognize and encourage the Government's efforts to finance its development and salute the recent warning statement by the President of the Republic, HE Pierre Nkurunziza towards private companies that would be avoiding paying their taxes. We also call on the Government to support the efforts of some Associations that disseminate messages promoting financial independence through taxation and civic fiscal education in Burundi.

To Burundian citizens, we reiterate the following:

- Only taxation can define our sovereignty and independence;
- paying taxes is a civic pride;
- Only taxes can effectively finance the development of the country and foreign aid would sometimes be a poisoned gift;
- We cannot expect anything in return when we have not fulfilled certain tax obligations.

To civil society organizations and journalists, we recall that:

- Only taxation plays a major role in defining certain freedoms, including freedom of expression and other fundamental rights;
- It is through citizen mobilization that corruption will be fought.

Finally, we call on the UN, its International Bodies, and Governments to support the establishment of an Intergovernmental UN Tax Body and the efforts of "developing countries" to get out of the odious debt that is crippling their economies and, encourage the mobilization of domestic resources to achieve the Sustainable Development Goals (SDGs) and the 2063 African Union Agenda (AU).

For ICED

Appolinaire NISHIRIMBERE (Deputy Legal Representative)

Contacts: Phone: +257 75 938 450, Email: appotjna@gmail.com